13 janvier, Fabien Roussel présente ses vœux (au CN et sur Facebook également)

COMMUNISTES

Retraites
La journée du 9 s'annonce massive
Diffusons la pétition retraite.fr

Vidéo

Votre obsession : faire travailler plus longtemps nos enfants et les pousser à la capitalisation

L'AIR DU TEMPS

Une crapule de luxe

Le traitement médiatique de l'affaire Ghosn est symptomatique de la complaisance de nos dominants pour cette parfaite incarnation du patron-voyou. Il n'est question que de « grande évasion », de « vrai miracle », d' « audace folle », de « scénario à la James Bond ou à la Largo Winch », d' « incroyable pari » *(JDD)*. Le droit, les douanes, les frontières, les papiers ?, c'est bon pour les cons. Avec Carlos Ghosn, le bourgeois s'encanaille. Et, du même coup, il nous redit que le crime et le capital font bon ménage. Au train où c'est parti, il ne serait pas étonnant que Carlos Ghosn reçoive l'an prochain la Légion d'honneur. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2019 (cliquez)

Je verse :.....€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Après la légion d'honneur pour l'homme de BlackRock, le BlackRock d'honneur pour l'homme de l'Elysée ?

AGENDA MILITANT

Tous les mardis c'est l'Université permanente. Programme sur @universitepermanente

8 janvier 19 h 30 : Meeting Retraites des Forces de gauche à Sevran avec Fabien Roussel, Clémentine Autain (LFI), Guillaume Balas (Generation.S), Esther Benbassa (EELV), des citoyens et représentants des luttes de Sevran, Tremblay et Villepinte. Nouveau préau Crétier, 5 rue Roger-le-Maner, Sevran (93)

9 janvier : Journée de manifestations contre le projet de loi sur les retraites (toute la France)

9 janvier 18 h : Atelier citoyen, 21 cours Forbin, Gardanne Biver (13)

9 janvier 18 h 30 : Atelier participatif, salle socioculturelle de Ploujean, Morlaix (29)

9 janvier 19 h : Vœux de la fédé, centre commercial de Belbex, Aurillac (15)

10 janvier 18 h 30 : Vœux du groupe PCF-FG au conseil de Paris, hôtel de ville, Paris

11 janvier 9 h : Stage de base, 68 rue de la République, Montauban (82)

11 janvier 9 h-13 h : Commission énergie, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e

11 janvier : Journée de manifestations contre le projet de loi sur les retraites de Macron (toute la France)

11 janvier 9 h-17 h : Campagne pour créer des centres territoriaux de santé, Journée d'étude et d'échange, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e

11 janvier 10 h : AG des communistes, salle IRFJS, Guéret (23)

11 janvier 10 h : Atelier citoyen, Champigny-sur-Marne (94)

11 janvier 10 h 30 : Justice pour Sakine, Rojbîn et Leyla, militantes kurdes assassinées à Paris en 2013, Gare du Nord, Paris

11 janvier 11 h : « Rêvez ! » vœux de la fédé, 56-58 rue Sadi-Carnot, Nanterre (92)

11 janvier 11 h 30 : Vœux des communistes, 21 rue Jean-Jaurès, Villejuif (94)

12 janvier 10 h : Caravane ADP, Antony (92)

12 janvier 12 h : Rifle du TC, Centre culturel Jean-Ferrat, Cabestany (66)

13 janvier 13 h 30 : Rassemblement contre la répression au dépôt RATP de Vitry-sur-Seine, bd de Stalingrad (94)

13 janvier 18 h : Vœux du secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, place du Colonel-Fabien, Paris 19e

14 janvier : Réunion des secrétaires départementaux

14 Janvier 20 h 30 : Meeting Retraites des Forces de gauche à Toulouse avec Fabien Roussel, Olivier Faure (PS), Marie-Noëlle Lienemann (GRS), Esther Benbassa (EELV), Sophie Taillé-Jolian (Generation.S) et un.e représentant·e de LFI et d'Ensemble, salle du Phare, Tournefeuille (31)

14 janvier 10 h : Table d'information et de signature ADP, sur le marché d'Olonzac, près du magasin ¨Bio Minervois¨, Olonzac (34)

14 janvier 20 h : Ciné/débat : les Kurdes, un peuple sans pays, au Cinépal, Palaiseau (91)

15 janvier 18 h 30 : Conférence-débat à ne pas manquer avec Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH, Patrick Henriot, secrétaire général du Gisti, Louis Poulhès, animée par Francine Perrot, Musée de l'Histoire vivante, Montreuil (93)

16 janvier 20 h 30 : Ciné-débat ¨Soigne et tais-toi !¨, cinéma le Palace, Cherbourg-en-Cotentin (50)

17 janvier 9 h-17 h : Formation : quelles conséquences de la loi ELAN ?, 6 avenue du Professeur-André-Lemierre. Inscription obligatoire 0148355000, Paris 20e

17 janvier 18h30 : Vœux des communistes de Fontenay-sous-Bois, école Michelet (94)

18 janvier 9 h-19 h : Rassemblement ADP, Tulle (19)

18 janvier 9 h : AG des communistes de Côte-d'Or, colonie Les Pimprenelles, Chaux (21)

18 janvier 10 h 30 : La galette à Bourganeuf (23)

18 janvier 10 h 30 : Atelier citoyens, Mairie, salle en sous-sol, Montataire (60)

18 janvier 11 h : Vœux de la fédération, 20 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

18 janvier 11 h 30 : Vœux ¨Cent ans d'Avenir¨, salle Auguste-Brunet, 61 rue d'Aubigny, La Roche-sur-Yon (85)

18 janvier 14 h 30 : Synthèse des ateliers du Projet, école Michelet, Fontenay-sous-Bois (94)

18 janvier 18 h 30 : Loto en soutien aux grévistes, Bonneuil-sur-Marne (94)

18 janvier 18 h 30 : Vœux des communistes, la Halte fluviale, Soissons (02)

18 janvier 18 h 30 : AG des communistes du département, Dijon (21)

19 janvier 14 h : Rifle des cellules de Bages et d'Elne, Salle des fêtes, Bages (66)

19 janvier 15 h : Vœux de section, salle Youri-Gagarine, Port-de-Bouc (13)

19 janvier 16 h : Vœux de section, 48 rue Curial, Paris 19e

20 janvier 18 h 30 : Collectif prépa Fête de l'Huma à la section Arlysère, Albertville (73)

22 janvier 12 h 30 : Banquet fraternel, Salle des fêtes, Saint-Sulpice-le-Guérétois (23)

23 janvier 18 h 30 : Restitution des ateliers, salle du Lavoir, Surgères (17)

23 janvier 18 h 30 : La première nuit d'Arcane 17, Tarbes (65)

24 janvier 18 h 30 : Stage de base à la fédé, Le Mans (72)

24 janvier 19 h : Vœux de combats, 33 place du Général-de-Gaulle, Rouen (76)

25 janvier : Conférence co-organisée par le PC israélien et le PCF « Pour l'égalité et la démocratie en Israël et pour l'État palestinien »

25 janvier 9 h : Stage de base, 30 rue Louis-Hémon, Rennes (35)

25 janvier 12 h : Vœux ¨Du bon, du beau, du bonheur¨, bar Le Prolé, Nîmes (30)

27 janvier 18 h 30 : Vœux des communistes à la fédé, Marseille (13)

28 janvier 14 h : Acte2, manifestations des pompiers

30 janvier 19 h : Soirée hommage à Amath Dansokho, en présence de Samba Sy, ministre du Travail du Sénégal, secrétaire général du PIT, au CN, Paris 19e

30 janvier 19 h : Vœux de la fédé, 44 avenue de Prades, Perpignan (66)

30 et 31 janvier : Conseil national

31 janvier 18 h 30 : Vœux des élu·e·s FdG région IDF, rue Barbet-de-Jouy, Paris 7e

31 janvier 18 h 30 : Atelier citoyen, salle Elsa-Triolet, Montataire (60)

Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr
http://www.pcf.fr/actions

Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par courriel à communistes@pcf.fr

Retraites : grèves, manifestations, pétition… et élections municipales !

Une nouvelle année s'ouvre au cœur d'un mouvement social puissant et inédit. Elle sera marquée par les élections municipales de mars ainsi que par le centenaire de notre parti qui fera l'objet d'un numéro spécial prochainement.

Avec toute l'équipe de *CommunisteS*, je vous souhaite mes meilleurs vœux pour cette année 2020 ! Votre engagement renouvelé cette année comptera beaucoup au regard de ces enjeux. Notre parti a décidé d'engager toutes ses forces pour le succès du mouvement social dans lequel nous jouons un rôle majeur comme nous venons encore de le démontrer avec le lancement d'une grande pétition unitaire. L'existence même de cette pétition est un événement politique qui tient à l'action déterminée de notre parti et de son secrétaire national. Tout l'enjeu est désormais d'en faire un réel point d'appui pour le mouvement social en agissant partout dans le pays pour que des centaines de milliers, des millions de nos concitoyen·ne·s la portent avec les personnalités qui l'ont initiée dans leur diversité.

Dans ce mois de janvier que nous savons décisif, une question doit nous obséder : comment conforter, élargir le mouvement social et renforcer le soutien populaire à l'objectif du retrait de la réforme gouvernementale ?

La pétition retraite est un outil militant qui peut contribuer au développement des grèves et des manifestations. Elle peut nous permettre de nous adresser très largement au plus grand nombre de nos concitoyen·ne·s avec un message simple : la gravité de la régression imposée par cette réforme impose son retrait, d'autres choix sont possibles et les forces de gauche, écologistes, des forces syndicales, culturelles, des économistes, des intellectuels sont prêtes à les construire avec vous et l'ensemble des travailleurs·euses. Il nous faut élever le débat pour le placer au niveau du choix de société qui est posé au pays : La France va-t-elle prendre le chemin de tous les pays qui ont fait le choix de baisser la retraite des peuples ou va-t-elle défendre et améliorer un système de sécurité sociale qui vise à garantir à chacune et chacun de vivre dignement après une vie de travail ? Avec un enjeu décisif : mettre à contribution le capital financier et construire une cotisation révolutionnaire qui change notre mode de production lui-même.

Donner un débouché à ce mouvement social, c'est aussi évidemment réussir les élections municipales de mars. Montrons à nos concitoyen·ne·s que ces deux enjeux sont liés. Pourquoi ? Parce que faire de nos villes et de nos villages des lieux de reconquête populaire pour faire progresser la résistance et l'alternative au pouvoir actuel est décisif. Alors que le Président de la République se comporte comme "le Président d'un clan", celui du capital financier, comme l'a très justement exprimé Fabien Roussel, alors qu'il veut construire une insécurité universelle, les élu·e·s communistes portent partout dans le pays avec nos concitoyen·ne·s des innovations sociales et écologiques qui leur permettent de mieux vivre dans leur commune. Nos élu·e·s font chaque jour la démonstration qu'une politique basée sur la démocratie, les services publics, la justice sociale est possible. Voilà un atout précieux pour tous nos combats. ✪

Igor Zamichiei
directeur de *CommunisteS*

CITÉ DE LA MUETTE

UN DOCUMENTAIRE EXCEPTIONNEL SUR L'HISTOIRE DU CAMP DE DRANCY

EN PRÉ-ACHAT AVANT SA SORTIE FIN JANVIER 2020

Réalisé par Jean-Patrick Lebel en 1986, ***Cité de la Muette*** **est le premier documentaire consacré au camp de Drancy.**

Le film ausculte les lieux de l'internement, exhume des archives et, surtout, donne la parole à des témoins encore jeunes, dont beaucoup livrent leur expérience pour la première fois devant une caméra.

Ces entretiens constituent de précieux matériaux pour l'histoire de la déportation et de la résistance.

Parmi eux, celui de **Paulette Sarcey, résistante au sein d'un groupe de jeunes communistes de la MOI** (main-d'œuvre immigrée), publié dans son intégralité, est remarquable pour la précision de ses souvenirs et son sens du récit.

Contenu du Coffret DVD

2 DVD contenant le film "**Cité de la muette**" et "**L'entretien avec Paulette Sarcey**"

1 livret de 40 pages.

Tarif : 19 euros (frais de port offert)

Paiement par chèque à l'adresse :

Ciné-Archives, 2 place du Colonel-Fabien

75019 Paris

Livraison autour du 15 janvier 2020

Maxime Grember
responsable des archives Ciné-Archives

Centres de santé

Journée de travail le 11 janvier

Les questions de santé et d'accès aux soins sont devenues pour les citoyens le sujet de préoccupation principal aujourd'hui au même rang que le chômage depuis quelques années. C'est lié aux politiques d'austérité néolibérales qui se sont abattues sur le pays et qui ne cessent de réduire les dépenses de santé tandis que les besoins augmentent. Tous les secteurs de la santé sont touchés : l'hôpital public (réduction du nombre de lits, encombrement des urgences, crise de gouvernance, endettement, manque de personnels, en psychiatrie détricotage de la politique de sectorisation, etc.), la médecine de prévention et de santé publique (quasi disparition de la médecine scolaire, suppression progressive de la médecine du travail, réduction des PMI, diminution de tous les budgets de prévention et de promotion de la santé), insuffisance du financement de l'Assurance maladie, privatisation sournoise, et renoncement aux soins. Les indicateurs concernant l'état de santé de la population montrent une dégradation de celle-ci.

Mais le problème le plus urgent est peut-être maintenant l'insuffisance de professionnels de santé en particulier de médecins. Cette pénurie touche aujourd'hui tous les territoires : les villes comme les campagnes. Elle participe à la désertification de nombreux territoires. Les gens ne trouvent plus de médecins pour s'occuper d'eux, les rendez-vous sont lointains et les honoraires libres se généralisent et s'envolent. Devant cette pénurie, les patients se retournent vers leurs élus de proximité et la question prend un tour particulier alors que les élections municipales se profilent. En réponse, de nombreux camarades, qu'ils soient candidats non élus ou candidats élus sortants minoritaires ou majoritaires, se sont engagés dans la lutte pour obtenir la création de centres territoriaux de santé de service public. Ils rencontrent des difficultés mais aussi des succès importants dans la mobilisation des gens.

La commission nationale Santé et Protection sociale du PCF a travaillé sur cette question. Elle propose que soit mise en place une politique territoriale de santé et milite pour que soit créé un réseau territorial de centres de santé publics. Déjà en deux ans plus de 48 initiatives ont été prises par les communistes pour la création de tels centres sur tout le territoire et ce sont plus de 71 sections recensées à ce jour qui travaillent sur ces problèmes. Les communistes sont à l'œuvre ; ils organisent la population, créent des associations de lutte, travaillent ces dossiers et rassemblent beaucoup de gens sur ces thèmes populaires. Cela a des conséquences sur les listes de rassemblement qu'ils impulsent pour les prochaines élections municipales.

Le choix de promouvoir des centres de santé répond à une logique : ceux-ci sont ouverts à tous, respectent obligatoirement les tarifs opposables de la Sécurité sociale, pratiquent le tiers payant systématique et proposent une médecine d'équipe. Les professionnels sont salariés, ce qui les éloigne des contraintes et dérives du paiement à l'acte. Ils peuvent porter des programmes de promotion de la santé en fonction d'objectifs locaux adaptés aux populations. Les centres sont un outil de la démocratie sanitaire dans la mesure où les organismes gestionnaires sont dirigés par des représentants des usagers. Ils peuvent se doter, à côté des consultations de médecine générale, de consultations spécialisées orientées vers les besoins sanitaires recensés par les citoyens. Les gouvernements de droite ou socialistes ont proposé ces dernières années des « Maisons de santé » financées par des fonds publics mais restant la propriété des professionnels libéraux. Les professionnels s'organisent alors en fonction de leurs propres besoins. Ce système reste ancré sur le paiement à l'acte et aucun contrôle public n'est possible. Or nous disons : pas de financement public sans contrôle public. Le succès de ces maisons de santé n'est pas au rendez-vous car les jeunes médecins refusent largement cette pratique libérale. Ils ont été formés à la médecine d'équipe à l'hôpital et souhaitent un mode de vie différent : le salariat les attire. Ceci fait que de nombreuses maisons restent des coquilles vides. À l'inverse, le nombre de centres de santé polyvalents a augmenté de 20 % l'année dernière selon les chiffres du ministère.

Tout ceci a conduit la commission nationale et la direction du Parti à proposer une journée de travail et d'échange sur ce thème le samedi 11 janvier au siège du CN à 9 h 30. Elle est ouverte à tous ceux qui travaillent à la promotion locale des centres de santé. ✪

inscription : mlrlimousin@gmail.com.

Vous êtes invités.

Dr Michel Limousin

membre de la commission nationale Santé et Protection sociale du PCF

PCF 100 ans d'histoire

Un n° spécial de la revue Cause Commune

Les 23/25 novembre 2018 se tenait à Ivry (Val-de-Marne) le XXXVIIIe congrès extraordinaire du PCF. Il amenda et adopta le texte « Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle » à 87%, un chiffre qui montrait bien la très grande aspiration des communistes à l'unité. Il se dota (442 voix sur 569 votants) d'une nouvelle direction avec Fabien Roussel au secrétariat national et Pierre Laurent à la présidence du conseil national. « Soyons unis et combatifs comme jamais, déclara le nouveau secrétaire national à l'issue des travaux. Nous sommes résolument aux côtés des travailleurs, des retraités, assommés par la montée du prix des carburants, qu'ils portent ou non un gilet jaune. Ayons les bras ouverts pour travailler avec toutes celles et tous ceux qui veulent sortir du capitalisme et construire un nouveau monde libéré de la finance. »

Ce numéro double est consacré à un siècle d'histoire communiste. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le centenaire, en cette année 2020, sera une occasion précieuse de poser en grand la question de l'actualité et de la pertinence du communisme face aux enjeux contemporains. D'où notre bannière : *Le communisme, cent ans d'avenir.*

C'est à cet enjeu que seront consacrés deux numéros de notre revue, en septembre puis en novembre 2020.

BULLETIN DE COMMANDE

***Cause commune*, n°14-15, janvier-février 2020 • PCF 100 ans d'histoire**

Nom & prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Adresse électronique ..... Mobile(*) .....

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du numéro 14-15, janvier février 2020 • prix à l'unité 15 €

❑ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de Association Paul-Langevin

À envoyer à : CAUSE COMMUNE : 6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

JANVIER/FÉVRIER 2020 • Cause ✶ commune • 137

Non sur la reconnaissance faciale à des fins sécuritaires dans l'espace public

Les logiciels de reconnaissance faciale permettent de repérer sur des images fixes ou animées des structures de visage et de les comparer pour déterminer s'il s'agit de la même personne. Il existe deux types de reconnaissance faciale : l'identification et l'authentification. L'identification consiste à comparer les images de visage dans une foule avec celles d'une personne recherchée afin de l'identifier. Avec l'authentification, il s'agit de comparer l'image du visage d'une personne à un visage de référence mémorisé pour, par exemple, déverrouiller son téléphone. Si l'authentification relevant de choix personnels à des fins de protéger l'accès à ses appareils, son domicile, son véhicule, son compte bancaire..., ne pose a priori pas de problèmes[1] et est efficace contre l'usurpation d'identité ou les vols, il n'en va pas de même de l'authentification imposée et de l'identification sur la voie publique ou dans l'espace public qui s'appuient sur la combinaison de technologies d'intelligence artificielle exploitant massivement les données du big-data et qui s'apparentent à une capture et une exploitation massive, indiscriminée de données personnelles à l'insu des personnes concernées.

Le Conseil régional de PACA avait autorisé une expérimentation d'authentification par reconnaissance faciale dans deux lycées, financée par l'entreprise américaine Cisco[2]. Cette expérimentation a été stoppée par la CNIL, mais l'identification de rue par reconnaissance faciale a été testée lors du carnaval de Nice de 2019.

Un décret a autorisé, malgré l'opposition de la CNIL, la mise en place d'un nouveau moyen d'identification électronique par reconnaissance faciale pour accéder en ligne à nombre de services publics : le système Alicem[3].

Des associations citoyennes comme la Quadrature du Net et la LDH[4] ont porté plainte auprès de la CNIL et du Conseil d'État contre les expérimentations en PACA et contre Alicem. Devant cette résistance, le secrétaire d'État au numérique Cédric O est monté au créneau en appelant à un *grand débat* (sic) afin de préparer « l'acceptabilité sociale » de la reconnaissance faciale et de légiférer dans la foulée.

Cet activisme de Cédric O est révélateur des liens entre le gouvernement et les industriels du sécuritaire au travers de différents projets. Le projet VOIE[5] porté par Thalès, Morpho ex-Safran sécurité devenue Idemia[6], Deveryware avec la SNCF, la RATP et la Préfecture de police, financé par la BPI, dont l'objectif est le suivi sur la voie publique d'individus et l'analyse de vidéos dans le cadre judiciaire, la CNIL s'étant opposée au traitement des images en temps réel dans l'espace public, et le projet S²UCRE[7] porté par Idemia, Deveryware et la préfecture de police, mené avec l'Allemagne, destiné à la gestion des foules. L'objectif est d'anticiper le comportement des foules, de repérer les comportements suspects et de détecter, localiser les auteurs d'infraction afin de diriger vers eux les forces de sécurité. Pour passer outre les protections légales françaises, un accord d'expérimentation a été conclu avec Singapour[8].

L'objectif des groupes français du sécuritaire est de faire de la France, lors de la coupe du monde de rugby de 2023 et des JO 2024, une vitrine afin d'exporter leur technologie, tout en contrant leurs concurrents américains, israéliens, russes et chinois.

La France est quadrillée par la vidéo surveillance avec plus de 150 000 caméras surveillant la voie publique[9], auxquelles s'ajoutent 1,5 million de caméras surveillant des espaces publics.

La reconnaissance faciale de masse sur la voie publique participe d'un capitalisme de la surveillance, d'une *société de la vigilance* chère à Macron, avec de nouvelles formes de contrôle social par la transparence absolue, où on repère, on met à l'index, on stigmatise, on rappelle à l'ordre et on sanctionne tout ce qui n'est pas dans la norme ou dans l'hygiène de vie standard.

La reconnaissance faciale de rue pose un problème majeur par rapport au respect des libertés et de la vie privée. Elle est loin, de plus, d'avoir l'efficacité vantée par ses promoteurs. Elle génère un taux important de faux positifs, en particulier pour les hommes non-blancs, les femmes et les personnes en précarité sociale, faisant émerger les biais cognitifs racistes, sexistes et sociaux, des concepteurs de ces systèmes. On fait un pas vers un système global où on peut tout voir, tout entendre, tout analyser automatiquement, en corrélant les données de la vidéo surveillance, du Web, de la géolocalisation, des fichiers de police. On glisse alors vers des concepts et des pratiques de *répressions préventives* (sic) où on débouchera fatalement sur la recherche systématique de comportements supposés suspects, « *asociaux* », et de « *signaux faibles* », plongeant la France dans une société de la surveillance ou l'être humain sera systématiquement le problème et la technologie la solution[10].

Les communistes se battent pour gagner une législation qui ferait de la prohibition de la reconnaissance faciale sur la voie publique la règle, confirmant ainsi l'esprit et la lettre du RGPD[11]. L'authentification par reconnaissance faciale serait autorisée lorsqu'il s'agit d'une démarche volontaire de protection de son identité, de ses biens ou de ses données personnelles, ou pour réglementer l'accès à des lieux sensibles ou des installations stratégiques ; mais la loi devrait prohiber par défaut son usage dans l'espace public. La CNIL doit être l'autorité décisionnaire.

Avec plus de 80 organisations dont la Quadrature du Net, la LDH, l'Observatoire des libertés numériques, le SM[12]..., le PCF est partie prenante d'un appel du 19 décembre demandant l'interdiction de la reconnaissance

faciale sécuritaire[13]. Cet appel, en mettant le débat sur la place publique, a forcé le gouvernement à sortir du bois. Dès le 24 décembre, dans *Le Parisien*, Cédric O[14] tentait de déminer le terrain, tout en annonçant une expérimentation de reconnaissance faciale sur la voie publique préalable à une loi d'autorisation. Cette fébrilité du gouvernement doit inciter à intensifier le combat, en faisant par exemple inscrire au programme de chaque liste aux municipales auquel le PCF participe l'interdiction sur la commune de la reconnaissance faciale sécuritaire à l'instar de ce qu'a fait la municipalité de San Francisco (sic).

Ce combat politique participe à la prise de conscience de la contradiction antagoniste qui existe entre la démocratie, la liberté et ce qu'est aujourd'hui le capitalisme. ✪

Yann Le Pollotec
responsable de la commission révolution numérique du PCF

1. À condition que les données soient bien protégées et non accessibles par des tiers.
2. Fortement liée à la NSA d'après les révélations d'Édouard Snowden.
3. Authentification en Ligne Certifiée sur Mobile.
4. Ligue des droits de l'Homme.
5. Vidéoprotection Ouverte et Intégrée.
6. Advent International fonds financier américain est maintenant le propriétaire d'Idemia.
7. Safety and Security of UrbanCrowded Environnements
8. https://www.nextinpact.com/news/108256-quand-france-se-lance-dans-reconnaissance-faciale.htm
9. Un milliard d'euros d'investissement.
10. Voir à ce propos le projet Indect de la Commission européenne : https://youtu.be/80Qba_yyi8I
11. Règlement général sur la protection des données
12. Syndicat de la magistrature
13. https://www.laquadrature.net/2019/12/19/rf_securitaire/
14. http://www.leparisien.fr/high-tech/reconnaissance-faciale-cedric-o-n-est-pas-certain-qu-alicem-soit-un-jour-deployee-24-12-2019-8223705.php

24/01/2020 - 14h>19h
Salle Victor Hugo
101 rue de l'Université
75007 PARIS

UN AUTRE MONDE MÉDIATIQUE EST POSSIBLE

ASSISES POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS

A L'INITIATIVE DE

MARIE-GEORGE BUFFET
DÉPUTÉE DE SEINE-SAINT-DENIS

PIERRE DHARRÉVILLE
DÉPUTÉ DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ELSA FAUCILLON
DÉPUTÉE DES HAUTS-DE-SEINE

INSCRIPTION OBLIGATOIRE
AVANT LE 20 JANVIER À 16H / permanence.pierredharreville@gmail.com
https://framaforms.org/inscription-auxassises-pour-la-liberte-de-la-presse-etdes-medias-1572950419

Irak

Assassinat du général iranien: une véritable déclaration de guerre de Donald Trump

Dans une nouvelle escalade, D. Trump vient d'organiser l'assassinat de général Ghassem Souleimani, figure majeure du régime iranien : chargé des opérations extérieures et omniprésent représentant de l'Iran en Irak. Cet acte est une pure folie et peut conduire à l'irréparable.

En rompant les accords sur le nucléaire iranien et en imposant un embargo contre l'Iran, de manière unilatérale, l'administration américaine a d'abord fait le choix de briser une paix fragile. Elle menace maintenant de faire de cette région du monde un nouveau théâtre de guerre dans lequel les peuples seront toujours les perdants.

Ce choix du président américain intervient après une série de tensions, de provocations provenant de tous les belligérants. Mais le choix de l'administration américaine est de participer violemment à cette escalade. Elle décide d'ailleurs de déployer des soldats supplémentaires aux 14 000 déjà sur place!

Cet engrenage guerrier est un nouveau désastre dans un Moyen-Orient assommé par quarante ans de guerre et pour le peuple irakien engagé depuis plusieurs années dans des luttes sociales pour mettre un terme à un système politique confessionnel corrompu, imposé par les Etats-Unis, et qui favorise toutes les ingérences étrangères. La surenchère actuelle ne manquera pas de souder les milices pro-iraniennes pour l'essentiel responsables des massacres des manifestants et qui multiplient les pressions sur le président de la République Barham Saleh pour imposer leur candidat au poste de premier ministre.

Au nom du PCF, je condamne ces nouveaux bombardements américains ordonnés par Trump, qui font de l'Irak, déjà meurtri, un nouveau champ de bataille.

Je demande au gouvernement français de condamner aussi cette escalade et d'exiger sans attendre une réunion exceptionnelle du Conseil de sécurité de l'ONU pour stopper l'escalade en cours.

Le PCF apporte son soutien au peuple irakien qui rejette toutes les ingérences étrangères, lutte pour se débarrasser de dirigeants et d'un système ayant plongé le pays dans la guerre et la ruine. Le Parti communiste irakien porte avec courage la voix de tout un peuple que les Etats-Unis et l'Iran veulent étouffer, pour la souveraineté, la sécurité, la stabilité et la paix.

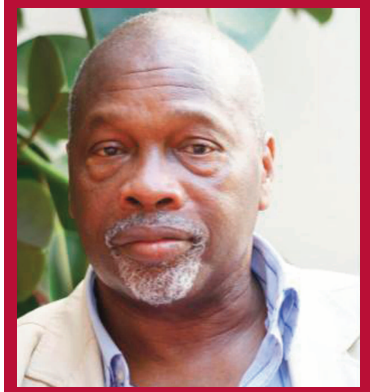
Le PCF mettra tout en œuvre pour que notre pays participe à cette désescalade guerrière, pour trouver des solutions politiques et surtout pour éviter que notre pays soit impliqué demain, au nom de l'OTAN, dans une nouvelle guerre. ✪

Fabien Roussel
secrétaire national du PCF
Paris, le 3 janvier 2020

HOMMAGE à Amath DANSOKHO

Une vie d'engagement au service de la liberté et du progrès au Sénégal et pour l'Afrique

Notre ami et camarade Amath DANSOKHO nous a quittés. Fondateur du Parti de l'Indépendance et du Travail du Sénégal, plusieurs fois ministre, acteur majeur des luttes pour l'émancipation des peuples du continent, ses combats sont d'une grande actualité. Il nous a transmis un message de lutte et d'espoir qu'il faudra poursuivre.



En présence de Samba SY, ministre du travail du Sénégal et secrétaire général du PIT, Pierre LAURENT, Sénateur de Paris, président du Conseil national du PCF, Alain OBADIA, président de la Fondation Gabriel Péri, Lydia SAMARBAKHSH, membre du CEN et responsable des Relations internationales, Christian PICQUET, membre du CEN du PCF, et de nombreuses personnalités, artistes et représentants d'organisations politiques, syndicales ou sociales, nous serons honorés de votre présence,

jeudi 30 janvier 2020

à 19 h 30 au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris.
LIEN POUR S'INSCRIRE:
https://www.pcf.fr/soiree_hommage_amath_dansokho

JUSTICE POUR SAKINE, ROJBÎN ET LEYLA,

MILITANTES KURDES ASSASSINÉES À PARIS EN 2013

Appel à manifester samedi 11 janvier 2020
à Paris Gare du Nord à partir de 10 h 30.

La mobilisation continue !

Cela fait maintenant plus de trente jours que les grèves et mobilisations contre le projet de réforme du gouvernement ont débuté. La grève s'est inscrite sur le temps long, paralysant toute une partie de l'économie depuis près d'un mois. Le gouvernement avait probablement misé sur les vacances et les fêtes de fin d'année pour mettre fin à la mobilisation contre le projet de réforme des retraites. La période des fêtes étant souvent peu propice à la mobilisation et les différentes perturbations auraient dû permettre de mettre à dos une bonne partie de l'opinion publique à l'encontre des grévistes. Alors que nous rentrons dans la sixième semaine de mobilisation, nous pouvons faire le constat que cela n'a pas eu l'effet escompté. Le taux de grévistes reste encore très haut, et les derniers sondages d'opinion montrent qu'une majorité de Français, particulièrement de jeunes, soutiennent la mobilisation.

Alors que cela fait maintenant plus d'un mois que la mobilisation est lancée, le gouvernement continue de jouer sur les divisions. Il a beau dire que cette réforme est là pour assurer aux nouvelles générations d'avoir le droit à une retraite, il n'en est rien. Plus c'est gros plus ça passe. Alors que le gouvernement est en train de détruire le système de retraites hérité du Conseil national de la Résistance, il annonce en même temps que cela permettra de préserver le droit au repos pour les générations futures. Il est où le droit au repos pour les nouvelles générations dans le nouveau système ? En plus de repousser le départ à 64 ans, le gouvernement a annoncé que seules les nouvelles générations (nées après 1975) connaîtront le système par points. Ainsi, au lieu de calculer les pensions sur les 25 meilleures années, l'ensemble de la carrière sera considéré, dont les débuts de carrière à temps partiel et mal payés. Sans parler de la valeur du point qui sera réévaluée tous les ans, avec pour limite que l'ensemble des dépenses ne dépasse pas 14 % du PIB. Quoi que dise le gouvernement, en plus d'un départ tardif à la retraite, cette réforme ne pourra entraîner qu'une diminution du montant des pensions. Même Georges Orwell n'a pas été aussi loin dans son novlangue. Au même moment où le gouvernement dit préserver le droit au repos pour les jeunes d'aujourd'hui, il le détruit.

Les jeunes ne sont pas dupes et se mobilisent

Les jeunes ont très bien compris qu'ils allaient être les grands perdants de la réforme. Pendant la première quinzaine de décembre, ils se sont mobilisés contre le projet de réforme aux côtés des syndicats. Pendant les vacances, les jeunes communistes ont continué de se mobiliser aux côtés des grévistes. Dans de nombreuses fédérations, le Mouvement jeunes communistes a participé aux différentes manifestations, actions de blocages, piquets de grèves, assemblées générales… Dans certaines fédérations, le MJCF a même initié des actions pour financer les caisses de grèves.

Dès la rentrée de janvier, les jeunes se mobilisent. Dans les universités, où malgré les grèves dans les secteurs de transports de nombreuses universités ont décidé de maintenir les partiels de début d'année. C'est notamment le cas pour les universités parisiennes, où certaines universités n'hésitent pas à proposer des solutions plus folles les unes que les autres. Mention spéciale pour l'université de Nanterre, où la présidence a été jusqu'à proposer aux étudiants de dormir dans des gymnases pour pouvoir se rendre aux examens le lendemain. Les étudiants se sont mobilisés dès lundi 6 janvier dans un certain nombre d'universités pour bloquer leur lieu d'enseignement afin de décaler les partiels. Dans les lycées aussi, où les jeunes communistes sont présents dès les premières heures de la rentrée pour informer les lycéens de cette réforme et les mobiliser pour les prochaines dates de manifestation.

Cette semaine est déterminante pour la lutte contre le projet de réforme. Partout en France les jeunes communistes se mobilisent et vont continuer de mobiliser et organiser les jeunes pour être le plus nombreux possible dans les rues le 9 et le 11 janvier pour arracher la victoire. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM :..... PRÉNOM :.....
ADRESSE :.....
.....
CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19